

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
BP 60723
41007 BLOIS CEDEX

Blois, le 15/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STORENGY

Direction des opérations - Euroatrium
12 rue Raoul Nordling - CS 700001
92270 Bois-Colombes

Références : VAT 2023-0647
Code AIOT : 0010001771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement STORENGY implanté Stockage de Soings La Haute Bonne 41230 Soings-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 19/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Exercice POI. Le scénario retenu par l'exploitant était un départ d'incendie dans le bâtiment électrique du TOP 2 de Soings (avec perte de communications depuis le top 2 et présence d'une victime suite à intrusion).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STORENGY
- Stockage de Soings La Haute Bonne 41230 Soings-en-Sologne
- Code AIOT : 0010001771
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Stockage souterrain de gaz en aquifère (exploitation réduite depuis 2012).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de la bonne application des dispositions du POI dans le cadre d'un exercice (point 5 de l'annexe I de l'AM du 26 mai 2014, mise en œuvre du SGS sur la thématique des situations d'urgence) ;
- les suites de la précédente inspection du 15 novembre 2022 ;
- les dispositions relatives à la surveillance du stockage en exploitation réduite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SGS / Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 (et annexe I point 6)	Susceptible de suites	Sans objet
4	Fiches de ronde Exploitation réduite	AP Complémentaire du 07/01/2014, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
5	EXO POI : Organisation POI	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10	Susceptible de suites	Sans objet
6	Maintien des équipements en exploitation réduite	AP Complémentaire du 07/01/2014, article 3 alinéa 7	/	Sans objet
7	Clôture des installations	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.4.2	/	Sans objet
8	Détection incendie	AP Complémentaire du 07/01/2014, article 7 alinéa 1	/	Sans objet
9	REX de l'exercice POI du 24/10/23 (disponibilité clé portail TOP 2)	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10	/	Sans objet
11	REX de l'exercice POI du 24/10/23 (point de rencontre des secours)	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Liste des MMR	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.6.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Entretien de la protection cathodique	AP Complémentaire du 07/01/2014, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
10	Formation des intervenants (exercice POI)	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10	/	Sans objet
12	Déroulement de l'exercice POI : Maitrise du scénario et actions de sécurité	AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 (et annexe I point 6)
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans objet
Prescription contrôlée : <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.</p>
Constats : <p>Les éléments transmis par l'exploitant permettent de lever le constat relevé lors de la visite du 15/11/22. Toutefois, l'exploitant transmettra à l'inspection les éléments permettant de justifier que dans le cadre de l'exploitation réduite le plan de maintenance des vannes de puits du site de Soings a bien été modifié dans la GMAO accompagné de l'argumentaire associé justifiant cette modification.</p>
Observations : <p>Lors de la visite du 11/06/21, il avait été relevé le constat suivant : "L'exploitant n'a pas explicité les mécanismes d'investigation et de correction déclenchés lorsque les objectifs fixés dans le cadre de son SGS ne sont pas atteints (et en particulier l'objectif associé aux taux de réussite des essais des EIPS). Dans son courrier de réponse de novembre 2021, l'exploitant avait répondu les éléments suivants : "Le suivi du taux de réussite des essais des EIPS et l'analyse des dysfonctionnements avec établissement éventuel d'un plan d'actions sont réalisés trois fois par an lors des revues de maintenance. Les experts de la direction maintenance évaluent mensuellement les essais des EIPS et instruisent les actions de mitigation associées."</p> <p>Lors de la visite du 15/11/22, le constat précité avait été requalifié comme suit : L'exploitant transmettra la décision du COPIL DIP du 15/11/2022 (plan d'actions - travaux au niveau des MSP des puits d'exploitation SG19 et SG 03. Par courriel du 13 juin 2023, l'exploitant a répondu que les puits de Soings sont actuellement exploités avec la vanne de sub-surface (BSV) fermée. Cette vanne est ouverte uniquement pour réaliser certaines mesures réglementaires sur certains puits. Les tests MSP (qui consistent à tester la fermeture des vannes sur sollicitation), qui étaient restés dans le GMAO, ont continué à être réalisés par l'exploitant, pourtant ils n'ont plus d'intérêt dans la mesure où les vannes sont maintenues fermées en permanence. Après analyse, l'exploitant a décidé de retirer ces tests et de les remplacer par une manœuvre annuelle de cette vanne. Les résultats des tests MSP sont donc sans objet et n'ont donc plus vocation à alimenter les décisions prises dans le cadre des COPIL Maintenance Chemery-Soings et pouvant aboutir à des préconisations de travaux sur les vannes de puits de Soings.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Liste des MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet• date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Cette liste est intégrée dans le SGS. Elle est tenue à jour et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p>
Constats : <p>Pas de non-respect constaté. Le constat relevé lors de la visite du 15/11/22 est soldé.</p>
Observations : <p>Lors de la visite du 15/11/22, il avait été relevé le constat suivant : "L'exploitant complètera la liste des MMR avec les protections thermiques". Par courrier de réponse du 13/06/23, l'exploitant a transmis la liste des MMR du site de Soings mise à jour (référéncée SGS-LST-0002 indice B). Elle intègre bien les protections thermiques des départs réseau. Le constat relevé lors de la visite du 15/11/22 est donc levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entretien de la protection cathodique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2014, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la corrosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet• date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations de surface sont maintenues à l'abri de la corrosion générée par la présence de gaz humide, condensats, effluents, la présence d'oxygène ou autres produits divers.</p>
Constats : <p>Pas de non-respect constaté. Le constat relevé lors de la VI du 15/11/22 est levé.</p>
Observations : <p>Lors de la visite du 15/11/2022, le constat suivant avait été relevé : "L'exploitant justifiera de la réalisation de l'action permettant de lever la 2e anomalie PC de niveau 2 (prévu : avant 12/01/2023 - liaison anodique SG18)." Dans son courrier de réponse de juin 2023, l'exploitant a transmis le compte-rendu d'inspection du SIR justifiant de la conformité de la réparation de la liaison anodique (action 2022-02 selon rapport PC n°PI-RA-22-20238: SG18 : réparer la liaison anodique dégradée). Le constat relevé lors de la visite du 15/11/22 est donc levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fiches de ronde Exploitation réduite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2014, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance en exploitation réduite
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet• date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
Prescription contrôlée : <p>Une ronde hebdomadaire d'un agent de STORENGY est organisée avec plusieurs points de contrôles conformément au plan de maintenance susvisé (contrôles visuels et sonores des étanchéités, relevés des pressions d'azote, contrôles visuels du fonctionnement des équipements en service).</p>
Constats : <p>Le constat relevé lors de la visite du 15/11/22 est soldé. Toutefois un autre constat est proposé dans le cadre de la visite du 24/10/23 : "L'exploitant effectuera une revue complète de la pertinence des actions de vérification listées dans la fiche de ronde (notamment en ce qui concerne la bache de 120 m³ sur le TOP 2 et les cuves THT) et réalisera la mise à jour de cette fiche afin qu'elle reflète au mieux la réalité des installations encore en fonctionnement du site de Soings."</p>
Observations : <p>Lors de la visite d'inspection du 15/11/22 il avait été relevé le constat suivant : "l'exploitant mettra à jour le modèle de fiche de suivi pour intégrer le contrôle semestriel des barrières passives. Par ailleurs, l'exploitant veillera à la réalisation de toutes les rondes hebdomadaires et à l'enregistrement des résultats des rondes au moyen des documents prévus à cet effet." Dans son courrier de réponse du 13 juin 2023, l'exploitant a transmis le modèle de fiche de ronde mise à jour pour intégrer le contrôle semestriel des MMR passives. Il a également transmis un exemple de fiche renseignée en semaine 1 de l'année 2023 et a confirmé que le contremaître de l'équipe exploitation doit dorénavant contrôler systématiquement la complétude de la tournée réalisée (auparavant, il ne procédait que par échantillonnage). Les éléments de réponse sont de nature à lever le constat relevé lors de la visite du 15/11/22.</p> <p>Lors de la visite du 24 octobre 2023, il a été consulté par sondage la fiche de suivi en date du 17/10/23 (semaine 42) pour le site de Soings. La fiche de ronde indique encore la présence de cuves de THT sur le TOP 1 avec des relevés de niveau de liquide alors que l'exploitant avait transmis en octobre 2022 les bordereaux justifiant de l'élimination du THT du site de Soings. L'exploitant devra expliciter pourquoi il maintient le relevé des niveaux des cuves THT sur le TOP1 alors que ces cuves sont censées être vides de tout produit. Par ailleurs, le suivi de la réserve de 120 m³ d'eau sur le TOP 2 de Soings et servant comme moyens d'extinction incendie n'a pas été intégré dans la fiche de suivi. Il devra être rajouté et mis en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet • date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant doit [...], et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et [...], • [...] • la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. [...]
Constats : Le constat relevé lors de la visite du 15/11/22 est maintenu : "L'exploitant mettra à jour la liste de diffusion du message OneNote."
Observations : Lors de la visite du 15/11/22, il avait été relevé le constat suivant : "L'exploitant mettra à jour la liste de diffusion du message OneNote". Dans son courrier de réponse du 13/06/23 l'exploitant avait confirmé que la liste de diffusion avait été mise à jour avec les numéros de portables et mails des agents de la DREAL, du SDIS et de la préfecture de Blois. Or, en fin de visite, le 24/10/23, l'inspectrice a demandé à consulter la liste de diffusion du message One Note transmis par le RCS (Responsable communication site) lors de l'exercice POI du même jour et il a été constaté que la liste de diffusion était toujours erronée. Visiblement, les modifications faites à l'issue de la visite du 15/11/22 n'ont pas été enregistrés dans l'outil One Note. De fait, le constat ne peut être levé. Il est donc maintenu et l'exploitant devra apporter les modes de preuve que l'outil a bien pris en compte les mises à jour nécessaires. L'exploitant pourra s'assurer que les modifications sont effectives par des tests réguliers de son outil One-Note.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Maintien des équipements en exploitation réduite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2014, article 3 alinéa 7
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des équipements
Prescription contrôlée : Une ronde hebdomadaire d'un agent de STORENGY est organisée avec plusieurs points de contrôles conformément au plan de maintenance susvisé (contrôles susvisés et sonores des étanchéités, relevés des pressions d'azote, contrôles visuels du fonctionnement des équipements en service).
Constats : L'exploitant étudiera la pertinence de maintenir des rince-oeils non opérationnels dans les locaux non utilisés de Soings. En revanche, il devra procéder à leur maintien et leur bon entretien dans les locaux susceptibles d'être encore utilisés par du personnel.
Observations : Consultation en séance de la fiche de suivi du 27/06/23 : vérification faite en semaine 27 des MMR passives et réalisation des essais de pomperie incendie. La fiche indique que les rince-œil présents dans le laboratoire, dans la salle électrique (top 2 Soings), ou dans la salle infirmerie (top 1 Soings) ont fait l'objet d'une vérification semestrielle et sont en mauvais état : ces équipements auraient dû être changés depuis le 01/11/19.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Clôture des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : La station centrale, la station satellite, les plateformes de puits et autres plateformes abritant des équipements nécessaires au fonctionnement du stockage souterrain (vanne de sectionnement réseau, sirène PPI, événements...) sont efficacement clôturés sur l'ensemble de leur périphérie avec en particulier une hauteur suffisante pour empêcher l'accès des personnes étrangères au stockage souterrain. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspectrice le bon de travail attestant qu'une action corrective a été enclenchée pour mettre en conformité le bout de clôture qui avait été constaté endommagé lors de la ronde du 13/10/23.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2014, article 7 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Dans l'ensemble des bâtiments incendie de la station, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. [...] [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter en séance les modes de preuve des actions menées pour corriger les écarts relevés sur la détection incendie des tops 1 et 2 de Soings lors des dernières vérifications périodiques en 2023.
Observations : Consultation en séance des documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- rapports de vérification périodique (semestrielle) des systèmes de sécurité incendie de Soings TOP 1 en date du 30/06/23 référencé SGS-DI-DIE-Top 1-23-1 et en date du 30/08/23 référencé SGS-DI-DIE-Top 1-23-1 indiquant des actions correctives à prévoir (système jugé dégradé mais sans caractère d'urgence sur le déploiement des solutions) et des informations à traiter (écarts sans risque sur le système) ;- rapport de vérification périodique des systèmes de sécurité incendie de Soings TOP 1 en date du 30/08/23 référencé SGS-DIE-Top 1-23-1 indiquant des informations à traiter ;- rapport de vérification périodique des systèmes de sécurité incendie de Soings TOP 2 en date du 30/06/23 référencé SGS-DI-Top 2-23-1 et en date du 30/08/23 référencé SGS-DI-Top2-23-2 indiquant chacun une action corrective à prévoir. Des actions correctives sont à mener par l'exploitant sur la détection incendie déployée sur les tops 1 et 2 de Soings afin que le système ne soit plus considéré comme dégradé lors des prochaines vérifications périodiques semestrielles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit [...], et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, • [...] • la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modalités pour la récupération des clés d'ouvertures des portails du TOP 1 et 2 ne sont pas explicitées dans les fiches réflexes intervenants présentes dans le POI. L'exploitant étudiera, afin de gagner en efficacité, la possibilité que tous les personnels d'astreinte, susceptibles d'intervenir sur Soings, puissent disposer d'un jeu de clé d'ouverture du portail du TOP 2, sans avoir notamment à repasser par le TOP 1.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection l'analyse des enseignements tirés de cet exercice POI du 24/10/23 ainsi que les principaux axes d'améliorations retenus.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de l'exercice POI, le REI (Responsable Equipe Intervention) a dû se rendre sur le TOP 1 de Soings pour récupérer la clé pour ouvrir le portail du TOP 2. Lors du débriefing, le REI a estimé qu'il aurait pu gagner 10 bonnes minutes sur son intervention s'il avait eu la clé à disposition directement dans son trousseau ou en salle de contrôle.</p> <p>Autre observation formulée par l'inspectrice lors de debriefing de l'exercice :</p> <p>En ce qui concerne le volet communication interne, il a été rappelé aux intervenants STORENGY la nécessité de communiquer entre eux (via les talkie-walkie) en utilisant bien leur fonction (REI, DOI...) et non leur prénom, et ce, afin de permettre aux autres personnes susceptibles d'être impliqués dans l'exercice ou dans la situation de crise (administration, secours, gendarmerie,...) de bien suivre les échanges et d'identifier les actions menées par chacun.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Formation des intervenants (exercice POI)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit [...], et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir : <ul style="list-style-type: none">• [...]• la formation du personnel intervenant ;• [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant s'assure que chaque intervenant STORENGY susceptible d'assurer le rôle de DOI est bien formé et endosse ce rôle à minima tous les deux ans dans le cadre d'un exercice périodique POI à Soings. Ainsi, cette année, c'est M. BRAUD, cadre réglementation, qui a été retenu pour exercer le rôle de DOI lors de l'exercice du 24/10/23. Le scénario était le même que celui joué en juin 2020 à Soings mais à l'époque c'était le précédent directeur qui avait joué le rôle de DOI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.10
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant doit [...], et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, • [...] • la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. [...]
Constats : Suite au REX tiré de l'exercice POI du 24/10/23, l'exploitant doit mieux justifier dans les fiches réflexes et procédures associées de son POI la liste de points de rencontres des secours (PRS) de Soings en fonction des différents cas de figures rencontrés et notamment étudier la pertinence de proposer le bassin 20 000 m ³ comme PRS1 pour "intervention secours à personne" et "intervention courante hors feu zone gaz". Les éventuelles modifications apportées seront décrites à l'inspection des installations classées.
Observations : <p>Dans le cadre de l'exercice, lors du passage de l'alerte aux pompiers, le technicien de conduite et le DOI ont fait le choix du bassin 20 000 m³ (situé entre le TOP 1 et 2) comme point de rencontre des secours (PRS2) avant d'indiquer au REI d'accompagner les pompiers vers le TOP 2 pour secourir la victime et maîtriser le feu. Pourtant, les fiches réflexes du DOI et du Technicien de conduite (partie O2 du POI référencé SGS PDU-0001 de décembre 2021) précisent qu'en cas de nécessité d'intervention pour secours à personne (comme c'était le cas le jour de l'exercice), le point de rencontre des secours Soings à retenir est plutôt le PRS1, c'est-à-dire l'entrée de la station centrale TOP 1 de Soings. Lors du débriefing à chaud de l'exercice, le technicien de conduite a justifié son choix par le fait que la localisation/adresse du PRS2 (en l'occurrence le bassin 20 000 m³) est de manière générale mieux connue par le personnel STORENGY et par les pompiers que l'entrée du TOP 1 de Soings. La pertinence de ce choix a été validée par l'ensemble des participants à l'exercice lors de la synthèse.</p> <p>Par souci de mettre cohérence les bonnes pratiques et les connaissances de terrain avec les fiches réflexes et procédures du POI, l'exploitant se positionnera sur la pertinence des points de rencontre des secours (PRS) proposés en fonction des situations envisagées (secours à personne, feu zone gaz...) et le cas échéant procédera aux mises à jour nécessaires en fonction du REX tiré de l'exercice POI du 24/10/23.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2010, article 7.8.7
Thème(s) : Risques accidentels, Exo POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, portées à la connaissance et mises à disposition du personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations du stockage souterrain (électricité, réseaux de fluides), • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, • les consignes de mise en œuvre des moyens d'intervention, • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc, • la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur, • les consignes à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité d'une mesure de maîtrise des risques, • les consignes d'évacuation du personnel. <p>Les consignes ou modes opératoires sont intégrés au système de gestion de la sécurité. Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect constaté. L'inspectrice a pu observer le bon déroulement des actions entreprises par l'exploitant pour maîtriser le scénario envisagé lors de l'exercice POI du 24/10/23.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exercice a été joué sans présence et intervention réelle des pompiers (leur rôle a été simulé, la mise en œuvre des moyens d'extinction n'a pas été testé, juste le délai d'intervention pour secourir la victime). Toutes les informations ont été remontées en salle de contrôle au DOI (qui a échangé en direct avec le REI via talkie walkie ou avec le technicien de conduite sur place en salle de contrôle).</p> <p>Bon accueil des secours au "point de rencontre des secours".</p> <p>Bonne évaluation des enjeux par le DOI au début de l'exercice.</p> <p>Bonne mise en œuvre des actions de sécurité selon procédure « Bâtiments » (partie O4 p. 3 du POI révision de décembre 2021) et notamment sur la coupure des énergies pouvant présenter un risque.</p> <p>Bonne réactivité du Responsable Communication Site (RCS) pour communiquer vers l'extérieur.</p> <p>Bonne fluidité des échanges entre intervenants.</p> <p>Par ailleurs, par souci de praticité, l'exercice a été suivi depuis la salle de contrôle et non depuis la salle de crise. Tous les appels téléphoniques et courriels ont été réalisés en réel. Il n'y a pas eu de test de sirène d'évacuation puisque l'exercice a été réalisé sur le TOP 2 (plus de sirène sur ce TOP).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet